

10 novembre 1992 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de MM. François Mitterrand, Président de la République et Giuliano Amato, Président du conseil des ministres de la République italienne, sur la ratification du traité de Maastricht, les négociations du GATT et la coopération franco-italienne, Paris le 10 novembre 1992.

LE PRESIDENT.- Mesdames et messieurs, ayant l'honneur de recevoir le Président du Conseil des ministres de la République d'Italie et les ministres qui l'accompagnent, j'obéis à la tradition en prenant la parole avant de la lui donner pour que nous puissions rendre compte devant la presse des principales conclusions de nos entretiens.

- Nous sommes très heureux de cette rencontre qui représente le 13ème sommet franco-italien. Nous avons pensé, il y a quelques années, qu'il était indispensable de resserrer la coopération entre nos deux pays et de ne pas la réserver à quelques-uns. Depuis cette époque nous nous sommes régulièrement réunis.

- Vous noterez que ces conversations se situent un mois après Birmingham, un mois avant Edimbourg, c'est dire que celles-ci ont été largement consacrées aux questions européennes. Nous avons discuté aussi de dossiers internationaux ou bilatéraux.

- Pour les questions communautaires : Maastricht, et, d'abord, le problème danois. Certes il faut faciliter les choses pour le Danemark mais il faut repérer que le traité ne doit pas et ne peut pas être renégocié.

- Le problème britannique ensuite : eh bien, que chacun prenne ses responsabilités. On peut très bien comprendre qu'il faille un peu de temps au gouvernement britannique pour aménager la situation qui est la sienne mais on ne peut pas enrayer le mouvement engagé.

- Nous avons tous signé ce traité, il faut maintenant le mettre en place.

- Nous avons également pensé qu'il fallait non pas accélérer, après tout il n'y a pas lieu d'employer ce terme, mais réaliser les élargissements attendus. Ce qui veut dire que les pays qui souhaitent adhérer à la Communauté pourront le faire dès lors que les membres de la Communauté en seront d'accord mais qu'ils devront le faire en adhérant à l'Union européenne telle qu'elle est prévue précisément par Maastricht, sans dérogation particulière.

- Quant à la monnaie unique, la récente crise monétaire a confirmé l'importance que revêt pour tous l'instauration de cette monnaie qui sera - nous en sommes convaincus - le meilleur rempart contre les attaques de la spéculation.

Nous avons également parlé du GATT, désireux d'un accord, pas à n'importe quel prix et c'est là toute l'affaire. Chacun doit bouger, donc également les Américains. On ne peut pas nous demander de réduire notre production au point de développer la jachère de plus en plus. Cela ne serait compris par personne et d'ailleurs, ce ne serait pas tenable. On a fait la réforme de la politique agricole commune, il faut tenir compte de cette réforme dans les négociations du GATT et en tirer les conclusions nécessaires. Une guerre commerciale serait naturellement absurde, surtout dans cette période de faible croissance économique mais que chacun comprenne son

devoir international qui consiste à ne pas créer d'injustice nouvelle ou à n'agir que par la politique du poing sur la table.

- Il a été question de la Yougoslavie. Nous pensons que la seule conclusion possible du conflit bosniaque réside dans un accord politique de l'ensemble des communautés - c'est peut-être dire une vérité de La Palice, presque paradoxale dans la situation où nous sommes - ce qui suppose des garanties mutuelles et c'est là que l'Europe peut largement contribuer à fixer ces garanties. Nous sommes tout à fait d'accord pour condamner sans appel ce qu'on appelle la purification ethnique, tellement contraire à tout ce qui fonde la culture et la civilisation européennes. Nous pensons que au niveau ministériel de la conférence internationale sur la Yougoslavie, il faut traiter la question du statut final de la Bosnie.\

Vous remarquerez qu'étaient présents à ce sommet les ministres de l'intérieur et de la justice, ce qui n'est pas habituel et c'est parce qu'il y a lieu de lutter contre la criminalité organisée. C'est d'ailleurs tout à fait conforme à l'esprit du traité de Maastricht qui vise à instaurer un espace de paix, de prospérité et de sécurité.

- Des initiatives en ce sens ont été prises et la nomination au 1er janvier 1993 d'un magistrat français à Rome pour faire la liaison entre les deux pays, la mise en place d'une coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale qui sont eux-mêmes menacés par cette contagion et la demande d'une conférence des Nations unies sur la lutte contre la mafia. Il y aura aussi un accroissement du nombre des policiers chargés de la liaison entre l'Italie et la France. Il faut penser que, pour nous Français, l'Italie devient notre propre frontière sud sud-est et elle en a parfaitement conscience.

- Sur le plan de la défense, on a parlé de l'UEO, dont l'Italie assure la Présidence, des perspectives de son élargissement, la prochaine adhésion de la Grèce, de l'association de la Turquie, de la Norvège et de l'Islande, un statut d'observateur pour le Danemark et pour l'Irlande et on a parlé du corps européen ainsi que des coopérations en matière d'armement. Passons au transport, ce qui a surtout retenu l'attention, c'est le projet de TGV entre Lyon et Turin. Lyon-Turin à une heure quarante, au lieu de quatre heures aujourd'hui, Lyon-Milan à deux heures vingt-cinq, Paris-Turin en trois heures dix, c'est dire à quel point le trafic pourrait se développer. Un comité de pilotage fera un état précis dès le mois de janvier pour tout ce qui touche aux coûts et aux financements. J'ai de mon côté insisté sur la nécessité de réaliser un tel projet.

- Coopération industrielle, un accord important sur la recapitalisation de SGS Thomson. Vous savez que dans cette société, Italiens et Français participent à égalité. L'accord fera de cette entreprise l'un des grands opérateurs mondiaux en matière de composants électroniques. Voilà pour l'essentiel, je ne vais pas m'attarder et je donne la parole à monsieur le Président du Conseil des ministres italien après quoi, mesdames et messieurs, vous pourrez poser les questions de votre choix.\

G. AMATO.- Merci beaucoup monsieur le Président. L'accord entre nous, comme vous l'avez entendu, est tel que j'aurai fort peu de choses à ajouter à ce qui vient d'être dit par le Président Mitterrand. Si j'avais dû exposer les résultats de notre rencontre, je crois que j'aurais dit exactement les mêmes choses que ce que le Président vient de dire, ce qui montre le degré élevé de notre entente. J'aimerais souligner néanmoins certains points. L'importance que revêt pour les deux pays la poursuite de l'intégration européenne, suivant les prévisions du Traité de Maastricht, et donc la nécessité d'aller de l'avant, de progresser et que soit impliqués dans ce cheminement les autres pays qui ne participent pas encore à la Communauté, mais qui ont manifesté leur désir d'adhésion, leur volonté d'adhérer à ce que prévoit Maastricht. Voilà, c'est là ma conviction, nous sommes arrivés à un point d'intégration, qui fait qu'on ne saurait revenir en arrière et qu'il faut progresser, avancer.

- Les dernières perturbations monétaires nous ont montré que justement nous nous sommes brûlé les ailes et qu'il nous faut arriver au terme de ce processus. Désormais, la stabilité est liée à la conclusion du processus de Maastricht et c'est là une orientation fondamentale qui unit nos deux pays. Heureusement nous ne sommes pas les seuls et à Edimbourg, nous devons prendre avec beaucoup de fermeté les décisions nécessaires pour arriver au résultat que nous nous proposons d'atteindre. Je n'avais pas de doute, si l'on considère l'histoire et la culture de nos

proposons d'attendre. Ce n'avait pas de doute, si l'on considère l'histoire et la culture de nos deux pays, que nous aurions une évaluation identique de l'affaire yougoslave. L'Europe doit dire beaucoup plus clairement et avec une plus grande fermeté qu'au-delà des aides humanitaires, au-delà des interventions immédiates contre la violence, il n'est pas acceptable politiquement pour nous d'avoir une construction basée sur la pureté ethnique. L'histoire, la civilisation de l'Europe sont une histoire et une civilisation de tolérance et d'intégration. Il y a un processus difficile que les territoires de l'ex-Yougoslavie connaissent mais, en ce qui concerne l'Europe, le soutien qu'elle pourra apporter ne pourrait être qu'un résultat fondé sur des principes contraires à ceux auxquels nous croyons, nous Européens. Et ce point d'entente, vous l'avez entendu exprimé par le Président Mitterrand, est pour moi d'une importance fondamentale afin de donner à la position européenne à l'égard de ces territoires la dignité et le sens de la prévoyance qui risquent de manquer. Nous avons exprimé notre conviction commune que la négociation devrait être reprise et achevée en ce qui concerne le GATT, et que, je dirais les accords sont préférables aux guerres même si elles ne sont que commerciales. Un accord nécessite un certain équilibre et nous pensons que des efforts doivent être encore faits du côté des Etats-Unis afin d'atteindre l'équilibre nécessaire à l'entente.\

G. AMATO.- Nous sommes très satisfaits des résultats atteints ou qui sont en train d'être élaborés sur le plan bilatéral. L'Europe de Maastricht est d'ores et déjà préfigurée par le fait qu'un magistrat français va venir auprès du ministère italien de la justice. La France et l'Italie ont deux longues traditions administratives & tout Italien et tout Français sait très bien ce qu'est la fonction d'autorité dans le service public & pour le moment cela a toujours été quelque chose de national, alors que maintenant nous allons commencer à réaliser une intégration entre le personnel public italien et français, dans le domaine de la justice et de la lutte contre la criminalité.

- Nous avons pu aussi conclure un accord auquel je tenais énormément et personnellement, celui de SGS Thomson. Je remercie les ministres qui ont su réaliser cette entente & c'est très important pour l'Italie et c'est très important pour l'Europe. L'avenir de nos productions européennes, de notre compétitivité industrielle européenne dépendent de la qualité de nos innovations technologiques et c'est là le seul terrain sur lequel l'Europe pourra être compétitive. Tel est l'accord que nous avons atteint aujourd'hui entre nos gouvernements, qui permet de concrétiser un secteur de grande innovation technologique, un terrain sur lequel nous allons avoir la meilleure compétitivité. Nous sommes confiants et nous pensons que ces choses vont permettre de créer en Europe un climat de meilleure confiance dans le monde de l'économie et du travail et créer des espérances qui nous aideront à surmonter la conjoncture de faible croissance dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

- L'Europe des prochains mois ne doit pas être l'Europe de la récession & nous allons devoir réussir à faire ce qui est dans nos capacités, dans nos possibilités : recréer des espoirs, stimuler les investissements, éviter les pertes d'emploi & nous en avons beaucoup discuté, c'est là une préoccupation qui nous est commune et qui a été évoquée aujourd'hui. Nous avons mené à bien l'opération SGS Thomson et je souhaite qu'au cours des prochaines rencontres on puisse dire aussi que le travail mis en chantier pour cette grande voie ferroviaire, ce grand réseau européen, ce trajet ferroviaire qui liera la France l'Italie et l'Allemagne, qui va permettre de transporter les hommes et les marchandises beaucoup plus rapidement, eh bien je souhaite que ce travail aussi soit conclu et concrétisé la prochaine fois.\

LE PRESIDENT.- Je vous remercie, Monsieur le Président du Conseil, et je pense que les journalistes ici présents peuvent poser les questions, s'ils le désirent, bien entendu.

- QUESTION.- Monsieur Amato, vous dites que les Américains doivent encore faire des concessions, sur quels plans et notamment est-ce qu'on doit encore discuter des services en dehors des questions agricoles ?

- G. AMATO.- Nous sommes ici réunis pour une conférence de presse et non pas pour une négociation, cette table n'est pas une table de négociations.

- La négociation aboutira si toutes les questions qui sont actuellement en cours de discussion sont des questions sur lesquelles on tombe d'accord, et cela vaut pour les services comme cela vaut pour d'autres secteurs dont on a beaucoup plus parlé. En ce lieu, nous pouvons, en tout état de

cause, vous dire que nous avons un objectif qui est un objectif général : nous voulons qu'un équilibre général soit atteint. Les détails, vous les obtiendrez auprès des négociateurs.

- QUESTION.- Avez-vous parlé de la réintégration de la lire dans le SME ?

- G. AMATO.- Vous parlez du calendrier des modalités de la réintégration de la lire dans le mécanisme de change. C'est un sujet qui vous fascine. Je vous ai dit, déjà ce matin, que je n'avais pas parlé de ces questions avec le Président Mitterrand. Si vous voulez vraiment une chronique minute après minute, entre 12h30 et 13h, nous avons évoqué la question et je n'ai pas de nouveauté exceptionnelle à vous faire part, par rapport à ce que vous savez déjà. Ce que vous savez est juste et correct, il y a les attentes françaises, italiennes, européennes et l'adoption du train de mesures d'austérité italiennes par le parlement va constituer une étape qui va nous amener près de ce but et l'adoption d'un certain nombre d'autres éléments par décret nous rapproche du moment de la discussion et quand à la date et aux modalités de ce retour au mécanisme de change nous le verrons dans les semaines à venir. Si vous me demandez de vous donner la date exacte à laquelle la lire réintégrera le système monétaire européen, je ne suis, malheureusement pas en état de vous le dire.\

LE PRESIDENT.- Merci. Y a-t-il d'autres questions ?

- QUESTION.- Oui, à propos du GATT, monsieur le Président, est-ce qu'on peut, après ce sommet, dire que la France pourra compter sur la solidarité totale de l'Italie au cas où les négociations tourneraient mal ?

- LE PRESIDENT.- Je compte sur la solidarité italienne comme l'Italie compte sur la solidarité française. Nous sommes intéressés mais l'Italie aussi. Peut-on dire qu'il y aura solidarité européenne entière c'est précisément la question qui se pose. Il y a suffisamment de solidarité en tout cas pour que le front ait été maintenu jusqu'à cette heure. Les Américains savent qu'ils ne peuvent pas obtenir l'accord de la Communauté face à la position conciliante mais ferme sur le fond de plusieurs pays européens particulièrement visés par les demandes de réductions d'exportations. Je ne peux que vous répondre sur le plan moral et de la psychologie. La solidarité de nos pays doit être maintenue sans quoi nous n'aboutirons à rien mais nous avons beaucoup d'intérêts communs.

- G. AMATO.- Si vous me le permettez je voudrais vous dire à quel point je partage les vues du Président Mitterrand, je voudrais vous rappeler qu'il ne s'agit pas d'une négociation que nous menons les uns à côté des autres avec les Etats-Unis, c'est une négociation entre la Communauté et les Etats-Unis et nous avons une position commune au sein de la Communauté et il n'y a pas de problèmes français par rapport aux Etats-Unis, il y a un problème de la Communauté dont on parle avec les Etats-Unis.\